

AC! ACTUALITE

La lettre des Amis d'agir ensemble contre le chômage et pour l'abolition du chômage et les exclusions

n° 32 - avril 2022

Lettre ouverte. Interpellation des candidats à l'élection présidentielle.

Depuis des décennies le chômage de masse fragilise nos sociétés et pousse vers la misère nombre de nos concitoyens.

Quelles seront les solutions mises en œuvre dans le nouveau quinquennat pour éradiquer ce fléau ?

Dix millions de personnes sont aujourd'hui au chômage ou en emplois précaires. Notre association constate que la situation se dégrade chaque jour, malgré nos efforts quotidiens et notre engagement militant. Nous observons une insupportable accoutumance et une indifférence tant des media que des politiques.

Examinons dans les grandes lignes la situation de ce printemps 2022.

Traversons la rue pour essayer d'y voir clair.

. demandeurs d'emplois toutes catégories (A,B,C,D, E)	6 643 900
. emplois vacants	286 106
Source :(DARES)	

Un simple examen des ces chiffres fait apparaître qu'il y a 22 fois plus de demandeurs d'emplois que d'emplois disponibles. Moins d'un chômeur sur deux (45%) est indemnisé.

Comment ne pas trouver inadmissible la récente réforme de l'Unédic durcissant les critères d'éligibilité d'accès aux maigres allocations, à peine 1 000 euros mensuels en moyenne. Rappelons ici que des millions de citoyens doivent survivre avec soit une ASS, soit un RSA qui « plafonnent » à 500 euros mensuels largement en dessous du seuil de pauvreté.

Fin juillet 2021, 1,95 millions de foyers

perçoivent le RSA et 354 700 l'ASS. Ces deux allocations sont à moins de la moitié du seuil de pauvreté : 1 102 euros mensuels. (60 % du revenu médian).

Les nouvelles modalités de calcul du montant des allocations (périodes non travaillées prises en compte) réduisent les allocations de plus d'un million d'allocataires de 250 euros. De plus, les nouvelles méthodes de calcul rendent inaccessibles les allocations pour de nombreux chômeurs : sont exigés 6 mois de travail dans une période de 24 mois. Précaires et intermittents de l'emploi sont souvent sous ce seuil.

AC !, avec d'autres associations et syndicats, s'est mobilisé pour dénoncer l'iniquité de telles mesures. Et exiger leur abrogation.

Les radiations systématiques de pôle emploi afin d'alléger les chiffres du chômage doivent être immédiatement abandonnées, ainsi que les contrôles de la recherche d'emploi.

L'accroissement des inégalités fragilise toute la société

Les entreprises du CAC 40 accumulent des profits faramineux. Le secteur bancaire, les entreprises pétrolières, immobilières et du commerce du luxe,... voient leur profitabilité atteindre des sommets. Par contre la pauvreté et la misère sont le triste lot de millions de personnes.

Top 5 des entreprises milliardaires en France nous trouvons: Total, LVMH, l'Oréal, Chanel, Kering. Pour la première fois, le monde compte plus de 3 000 milliardaires. Soit une augmentation de 13,9 % par rapport à 2019, d'après le nouveau rapport du cabinet de recherche Wealth-X publié en septembre 2021. La fortune totale de ses entreprises a grimpé de 10 000 milliards. Des chiffres historiques favorisés en grande partie par la pandémie, (les « big pharmas » ont accumulées des milliards).

En France, 41 milliardaires, c'est 4 fois plus

qu'après la crise financière de 2008.

Dans le même temps, le Secours Populaire, le Secours catholique, les Restos du Coeur distribuent une aide alimentaire à 6 millions de personnes. Les expulsions locatives ne font qu'augmenter. Les coupures de fluide n'ont jamais été si nombreuses. Ces menaces trop souvent effectives pour les privés d'emploi, d'allocations, ou de revenu et de ressources amplifient leurs précarités.

Pour le prochain quinquennat, il faut d'urgence remédier à cet état de fait intolérable.

Les ressources, le niveau de la production, la productivité sans cesse accrus dans notre pays devraient permettre, dans un court délai, d'accorder à toutes et chacun les moyens de vivre dignement avec une autre répartition de la richesse.

AC ! agit depuis 30 ans pour le partage des richesses, la réduction du temps de travail, et une indemnisation décente de tous les chômeurs et précaires.

- La semaine de 32h avec création d'emplois massifs, dignes, décents, durables serait une première mesure de bon sens. AC ! revendique les 32 heures hebdomadaires.

Les gains de productivité issus de l'automatisation, de la fonctionnalité de l'intelligence artificielle, la robotique industrielle et agricole pourraient permettre à tous et toutes de travailler moins pour vivre mieux dans une visée d'authentique progrès social.

- Pour nombre de chômeurs, chaque jour est un défi économique, humain, existentiel. Il est insupportable d'attendre les bonnes réformes qui tardent à s'accomplir.

Nous exigeons la revalorisation immédiate de tous les minima sociaux et des pensions au dessus du seuil de pauvreté avec une attribution à titre personnel sans condition de recherche d'emploi. Ou la création d'un revenu garanti inconditionnel, avec ou sans travail à hauteur du Smic.

- Il est insupportable d'accepter 700 décès à la rue par an en France, 4eme pays le plus riche du monde. Le droit au logement doit devenir un droit universel pour tous-tes. Aucune expulsion ne doit avoir lieu sans relogement. Nous vous demandons de mettre immédiatement ce droit en place pour que plus personne se retrouve à la rue.

. Le recul de l'âge de la retraite préconisé par certains candidats nous semble un absolu non-sens lourd de conséquences. La réduction du temps de travail, permise et rendue désirable et nécessaire par les gains de productivité doit être opérationnelle à tous les ages de la vie. Le ratio

cotisants/pensionnés exhibés mécaniquement par les économistes libéraux ne tient pas compte des gains d'efficacité/productivité évoquées plus haut sous couvert d'une économie durable .

C'est en 1982 que fut actée la retraite à 60 ans, comment justifier les années supplémentaires que l'on veut nous imposer ?! Aujourd'hui les salariés en poste produisent bien plus que leurs aînés de 1982 après des décennies de chômage de masse.

Les cotisations calculées, non sur la masse salariale tendanciellement décroissante, mais sur la valeur ajoutée feraient apparaître des ressources suffisantes, largement pour accorder à toutes et chacun la retraite à 55 ans.

Les créations d'emplois par libération un peu plus précoce des salariés âgés, permettraient de diminuer les sommes versées par l'Unédic ; qui se trouverait financièrement excédentaire de façon pérenne. Cette retraite méritée , associée à la semaine de 32 h pourrait porter les germes d'une société plus juste où il ferait bon vivre. Le temps libéré enfin consacré à la vie civique, aux relations familiales, amicales, activités d'enrichissement culturel, dessinerait une société où la dictature de l'économie n'aurait plus droit de cité.

C'est avec vif intérêt, attention soutenue que Madame, Monsieur , nous évaluerons, et apprécieront votre réponse. Vos préconisations sociales et économiques ainsi développées, nous l'espérons, iront dans le sens d'un vie meilleure pour tout nos concitoyens.

Agir ensemble contre le Chômage ! AC !

Communiqué suite aux déclarations programmatiques de l'impétrant Macron : Mensonge, mépris , médisance...

Le travail de l'idéologie

Il va falloir transpirer pour mériter une aumône, le RSA, qui permet juste de survivre. Quinze à vingt heures de travail contraint par semaine seront imposées aux « assistés sociaux » qui coûtent un « pognon dingue ».

Nul ne doit échapper à la discipline salariale.

Pourtant, avant d'imposer la corvée contrainte, pourquoi n'a-t-on pas examiné la création d'emplois correctement rémunérés pour satisfaire les besoins à la satisfaction desquels seront affectés les bénévoles obligés ?

On ose imaginer qu'il s'agit seulement de surveiller et punir...

« France travail », Pôle emploi ainsi rebaptisé annonce la couleur : le moulin

disciplinaire exige approvisionnement constant.

Le plus longtemps possible : la retraite sera à 65 ans avec annuités précisément comptées.

Le travail idéologique de l'ultra-libéralisme donne à voir tout ses méfaits.

Mensonges : les pauvres sont responsables de leur déchéance sociale . S'impose une rigoureuse remotivation.

Mépris : les travailleuses de Moulinex sont réputées analphabètes, on s'en souvient.

A compter parmi la foule de ceux « qui ne sont rien ».

Médisances : certains chômeurs frileux et délicats n'osent traverser la rue pour trouver de l'embauche. Toutes catégories additionnées, plus de 6 millions de frileux . C'est glaçant. En coupant dans les maigres allocations chômage, on va les

obliger à bouger en traversant la rue. Le mouvement ça réchauffe.

Il va falloir travailler plus et plus longtemps pour accroître encore le montant des fabuleux dividendes des actionnaires alanguis, cultivant aux Iles Vierges, leurs vices et cupidités.

Le 17 mars, nous avons assisté à la déconstruction finale des acquis du CNR (Conseil National de la Résistance).

Après les « jours heureux », va-t-il falloir subir les méfaits de la Globalisation Calamiteuse ?

En avril, ne te découvre pas d'un fil, c'est bien connu. Oui, restons vigilants et mobilisés : en avril s'annonce une importante échéance.

AC ! Agir ensemble contre le Chômage !
le 21 mars 2022

Je soutiens « Les Amis d'Agir ensemble contre le chômage »

et je vous adresse un don de : euros

Je règle par chèque bancaire ou postal à l'ordre d'AC ! (66% du don est déductible du montant à payer de l'impôt sur le revenu dans la limite de 20 % du revenu imposable)

Mes coordonnées (pour recevoir le justificatif courant mars):

Nom, prénom :.....

Adresse :

.....

à retourner à

AC ! 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS